

L'économie mondiale fragilisée par la finance



Article rédigé par *Kerstens Pieter*, le 04 avril 2017

[Source : Les 4 vérités]

20000: c'est en milliards de dollars, le record que pourrait atteindre la dette publique américaine, au cours des prochaines semaines.

C'est également, en nombre de points, le niveau historique que la bourse de Wall Street dépasse depuis le 26 janvier.

Au Japon, la Bourse de Tokyo pourrait, elle aussi, atteindre ce sommet, dans les semaines à venir, mais ici il ne s'agit nullement d'un record. En effet, les épargnants japonais ont perdu 50% de la valeur de leurs actions depuis 1989. Depuis 27 ans, ces petits épargnants n'en finissent pas de souffrir.

Ce 30 mars, la Bourse de Milan affichait 20276 points. Pourtant, ici aussi, les épargnants italiens ont perdu plus de 50% de leurs économies et rien n'indique qu'ils pourraient récupérer leurs pertes dans un proche avenir.

La victoire surprise de Donald Trump, au mois de novembre, a, dans un premier temps, créé la panique sur les marchés boursiers, avant que ces derniers ne se reprennent et s'orientent très positivement.

Les bourses américaines marquent des plus hauts historiques, le dollar résiste par rapport au yen et à l'euro, les taux longs remontent.

En effet, le changement qu'incarne le nouveau président des États-Unis, devrait se traduire par des créations d'emplois et des travaux d'infrastructures, mais cela implique également une hausse du déficit américain et partant une hausse des taux.

La volonté manifeste de Trump de valoriser le travail et de favoriser la préférence nationale se traduit par un sentiment d'euphorie pour les opérateurs de marchés.

En Europe, l'Allemagne et le Benelux continuent de favoriser les investissements, porteurs de croissance à long terme.

Fin 2016, les secteurs bancaires italien et espagnol étaient sous pression. Le ministre des Finances italien a proposé un plan de sauvetage de 20 milliards d'euros, pour les institutions financières en déroute, alors que le montant des emprunts en défaut frise les 360 milliards!

Les déboires financiers de la Grèce, la faillite virtuelle du système bancaire italien, la fragilité des banques espagnoles et portugaises, mais aussi du géant allemand Deutsche Bank, constituent un réel danger pour l'économie mondiale.

La mise en place de réglementations peu efficaces ne permet pas d'assainir le système bancaire européen. Les décisions visant à ne plus permettre aux banques d'exercer leur métier et leurs activités connexes mettent en péril le «business model» bancaire européen.

La baisse excessive des taux d'intérêt provoque, non seulement une baisse des revenus traditionnels des

banques (marge d'intermédiation), mais pousse artificiellement les valeurs des actifs à la hausse.

Les assureurs, contraints et forcés d'acheter des obligations d'État sans rendement, voire à rendement négatif, ne peuvent qu'espérer une hausse continue des prix de ces obligations!

Les régulateurs sont des pompiers pyromanes!

De nombreux hommes politiques européens, en particulier les nationalistes, cherchent à récupérer leur indépendance face à une Europe qui accumule les dysfonctionnements et les erreurs dans la gestion des crises humanitaires, industrielles, financières ou sociales.

De nombreux économistes réputés s'élèvent notamment contre le diktat de la Commission ou les dérives interventionnistes illégales de la BCE. Le prix Nobel d'économie, Olivier Hart, remet ainsi en question le bien-fondé d'une monnaie commune.

En Chine, depuis plusieurs mois, des signes de ralentissement économique se manifestent.

2017 reste donc une année de tous les dangers pour la Chine financière et industrielle.

La Russie poursuit ses réformes structurelles. Elle s'appuie sur une demande intérieure en croissance. La détente des relations américano-russes devrait également favoriser le climat d'investissements étrangers.

Comme la Russie, la population indienne bénéficie d'un accroissement de son pouvoir d'achat provenant d'une revalorisation des salaires et d'une réforme des pensions du secteur public.

Le Brésil, en proie à des scandales touchant les plus hautes sphères de l'État, se caractérise par la divergence la plus forte entre les riches et les pauvres: 5% de la population contrôle 95% des richesses du pays.

Que ce soit en Grèce, en Italie, en France, en Espagne ou encore en Belgique, une rigueur dans la gestion des finances publiques constituerait une base solide indispensable à une croissance bénéficiant à toute la population et permettrait, dans le même temps, un recul du chômage, véritable fléau social.